Revue de la gendarmerie nationale, Hors-série
« Histoire », réalisé sous la direction de Jean-Noël
Luc, professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne, et
du Service historique de la gendarmerie nationale.

Bernard Gainot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1223>
DOI : 10.4000/ahrf.1223
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2002
Pagination : 144-145
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Gainot, « *Revue de la gendarmerie nationale*, Hors-série « Histoire », réalisé sous la direction de Jean-Noël Luc, professeur à l'Université Paris IV-Sorbonne, et du Service historique de la gendarmerie nationale. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 327 | janvier-mars 2002, mis en ligne le 19 mars 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1223> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1223>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Revue de la gendarmerie nationale, Hors-série « Histoire », réalisé sous la direction de Jean-Noël Luc, professeur à l'Université Paris IV- Sorbonne, et du Service historique de la gendarmerie nationale.

Bernard Gainot

- 1 Le maintien de l'ordre public à l'époque révolutionnaire n'a guère attiré l'attention des historiens, à l'exception des travaux de Georges Carrot (sur la Garde nationale), de Jean-François Peniguel (sur l'Ille-et-Vilaine), et surtout de Clive Emsley (*Gendarmes and the State*), mais qui portent essentiellement sur le XIX^e siècle. Il est vrai que l'énoncé même de l'objet d'études appelle le paradoxe ; si l'approche politique et sociale est largement pratiquée par le biais du brigandage, l'approche institutionnelle est négligée, la gendarmerie ayant du mal à définir ses missions entre garde nationale sédentaire (la milice citoyenne) et garde nationale active (les différents corps militaires). Et pourtant, c'est dans la décennie révolutionnaire que naît la gendarmerie, corps professionnel territorialisé, entre 1791 et 1798 (loi organique de germinal an VI).
- 2 Ce numéro spécial se veut l'écho d'un récent colloque international, organisé en mars 2000 à la Sorbonne, par les universités Paris I et Paris IV, avec le soutien du Service historique de la gendarmerie nationale. Jean-Noël Luc, qui en fut l'un des organisateurs, rappelle dans l'introduction qu'avant cette initiative, « aucune université, aucun centre de recherche, n'avait estimé que leur histoire (celle des gendarmes) méritait de faire l'objet d'un colloque » (p. 9). Il s'efforce donc de présenter « l'essor d'un nouveau chantier », sur le plan des problématiques et des sources. Quant à la bibliographie, une mise au point est menée à bien, sous la responsabilité également de J.-N. Luc (qui dirige un séminaire de recherches sur la gendarmerie au XIX^e siècle à

l'Université Paris IV) en fin de volume (*Essai bibliographique sur l'histoire de la gendarmerie*, pp. 135-156).

- 3 Il rappelle que l'histoire du corps resta longtemps confinée au sein même de l'institution, produisant en vase clos des études imperméables aux tendances contemporaines de la recherche historique. Les sources (procès-verbaux, ordres de réquisitions, inspection des brigades) sont pourtant d'une très grande richesse : leur exploitation peut fournir des conclusions pour une histoire institutionnelle renouvelée (études des normes et des comportements, regards croisés en matière d'observation sociale), une histoire sociale (recrutement des gendarmes, implantation des brigades, sociabilité spécifique et environnementale), une histoire des représentations (rites et symboles, auto-représentation et projection du corps), une histoire culturelle (exportation du « modèle » en Europe et aux colonies).
- 4 Mais, si le chantier est déjà bien balisé pour le XIX^e siècle, alors que les cadres se stabilisent approximativement, aussi bien sous l'angle spatial que sous l'angle réglementaire (disons à peu près à partir de la Monarchie de Juillet), la période de transition de la maréchaussée à la gendarmerie contemporaine reste à explorer. Outre l'introduction de J.-N. Luc, trois articles nous offrent des pistes.
- 5 C'est tout d'abord l'article de Pascal Brouillet, qui termine une thèse sur la maréchaussée en Île-de-France à la fin de l'Ancien Régime, sur *la militarisation de la maréchaussée au XVIII^e siècle* (pp. 31-36). L'auteur montre comment la loi de 1791, qui crée la gendarmerie nationale en l'intégrant aux forces armées, est le fruit d'un processus (extraction de la cavalerie, casernement, contrôles et avancement) à l'œuvre depuis le début du siècle.
- 6 Les deux autres articles traitent de la période impériale. Jean Tulard rappelle la réorganisation consulaire, qui centralise la direction du corps, et le rôle que joua en ce domaine le maréchal Moncey, inspecteur général de la gendarmerie. Un très utile organigramme pour l'année 1802 (p. 42) précise bien le propos. L'efficacité est toutefois compromise à partir de 1807 par l'absorption croissante dans les corps armés qui opèrent sur les terrains extérieurs.
- 7 Mais cette efficacité est aussi entravée par les incessantes rivalités entre les autorités de tutelle, qui brouillent les missions. Aurélien Lignereux nous rappelle à cet égard ce qu'il en fut dans le domaine du renseignement, et de la sécurité de la circulation sur les routes, avec la rivalité entre le ministre de la Police Fouché et l'inspecteur Moncey (*Quand Fouché juge la période impériale*, pp. 43-48).
- 8 Les autres articles (treize au total), ponctués également d'organigrammes qui présentent l'évolution du corps tout au long du XIX^e siècle, portent sur la période postérieure à la Restauration, jusqu'à nos jours, sur l'Algérie, l'Océanie, et l'Autriche. Panorama très instructif pour évaluer la richesse des travaux en cours, ils n'en soulignent pas moins *a contrario* que la période révolutionnaire et impériale est toujours marquée par nombre de « trous noirs ».
- 9 Ce numéro, qui se veut également emblématique de la future coopération entre historiens chercheurs et services de la gendarmerie, marque certainement une étape dans le lancement d'un chantier prometteur ; en attendant la publication prochaine des actes du colloque de mars 2000...